

Vietnam : Déléguer la surveillance des ressources aquatiques

Le phénomène de surpêche est devenu critique, en dépit de toutes les réglementations et interdictions imposées par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Une nouvelle approche de la gestion s'impose pour protéger efficacement les ressources aquatiques.

La surveillance des ressources aquatiques doit être confiée aux pouvoirs locaux mais aussi à la communauté des pêcheurs. Des solutions sont proposées par les experts et les autorités pour mener à bien la lutte contre la pêche destructive.

Les zones littorales, les fleuves, rivières, lacs, sources et autres lacs ou étangs sont placés sous la gestion des Services provinciaux de l'agriculture relevant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Problème : le nombre d'inspecteurs ne suffit pas - et de loin - à couvrir toutes les activités de pêche.

«Auparavant, le personnel des inspecteurs aquacoles relevait de l'Office de protection des ressources aquatiques des provinces. Le travail de surveillance était bien fait. Toutefois, en 2014, ce travail a été transféré vers le Service provincial de l'agriculture, qui a très peu d'inspecteurs à sa disposition pour effectuer cette mission. Par conséquent, quelques provinces ont rendu le travail de surveillance à l'office, mais le pouvoir n'est pas totalement reconstitué», indique Hà Lê, chef adjoint du Département de la surveillance des ressources aquatiques.

Et d'alerter : «La pêche électrique prend de l'ampleur. Les outils de pêche électrique sont omniprésents dans les boutiques des provinces et villes. Si l'usage de dispositifs explosifs a tendance à baisser, les méthodes sont devenues plus sophistiquées. De plus, les pêcheurs ont trouvé différents moyens pour contourner le contrôle des inspecteurs».

Alourdir les sanctions

«Le nombre d'inspecteurs officiant dans chaque Service de l'agriculture est insuffisant pour mettre sur pied un groupe de contrôle. La solution la plus efficace, me semble-t-il, consiste à déléguer cette tâche aux pouvoirs locaux», estime Duong Nghia Quôc, vice-président de l'Association de la pêche du Vietnam.

Du côté du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Nguyễn Thi Phương Dung, adjointe du Département d'exploitation et de protection des ressources aquatiques, souligne la nécessité de sensibiliser la population pour faire changer les comportements. Il faut, en parallèle, appliquer des mesures fortes dont la confiscation des outils de pêche et/ou une lourde amende.

«Ce sont les autorités locales qui peuvent renforcer la sensibilisation sur les réglementations existantes comme l'interdiction de la pêche en période de reproduction, de l'usage des filets à petites mailles ou des dispositifs explosifs», partage Vo Van Trac, secrétaire adjoint de l'Association de la pêche du Vietnam, qui est d'accord avec le principe de déléguer la surveillance des ressources aquatiques.

Pêcheurs-surveillants

Selon les experts, ce procédé devient réellement efficace lorsque les pêcheurs deviennent eux-mêmes surveillants. D'où la préconisation des experts de confier le droit de surveillance à la communauté des pêcheurs.

«La Loi sur l'aquaculture est en cours d'amendement et de perfectionnement. En mai 2015, le projet de loi sera présenté pour la collecte des avis. Nous projetons d'y introduire la question sur la remise du droit de surveillance des ressources halieutiques aux pêcheurs», indique Mme Dung.

«Afin de résoudre le problème de la surpêche, il faut déployer trois solutions simultanément : sensibiliser la population, créer de nouveaux emplois en faveur des pêcheurs pauvres et appliquer des sanctions sévères - par conséquent dissuasives», propose Võ Van Trac.

«Il faudra aussi lancer de vastes campagnes afin de dissuader la population d'avoir recours à la pêche électrique, avec des explosifs, des produits chimiques ou encore d'utiliser des filets à petites mailles ne laissant rien échapper. Une campagne pour dire +non+ à la pêche en période de reproduction est impérative», suggère Duong Nghia Quôc, vice-président de l'Association de la pêche du Vietnam.

Les autorités de tous les échelons, les organisations concernées et la population doivent absolument conjuguer leurs efforts pour protéger les intérêts du secteur de la pêche sur le long terme. L'enjeu économique et environnemental est très important. –
VNA

Source: <http://fr.vietnamplus.vn//09/04/2015>